

LE DEVOIR

Vol. LXXXIV - No 41

MONTREAL, VENDREDI 19 FÉVRIER 1993

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERPECTIVES

Clinton: gouverner, dit-il

SYLVIANE TRAMIER

«Mieux gouverner, c'est d'abord moins gouverner», proclamait Ronald Reagan, il y a douze ans. Aujourd'hui, Bill Clinton entame son mandat avec une philosophie tout à fait contraire.

Le président américain Bill Clinton a souhaité que son «Discours sur l'état de l'Union», prononcé mercredi soir, soit plutôt intitulé «Discours devant les deux chambres du Congrès». Ce petit écart dans la routine, pour un discours, qui propose de tourner le dos à douze ans de politique et d'économie reaganienne, n'est peut-être pas tout à fait gratuit.

Le parallèle avec le président Reagan va de soi: Bill Clinton, à la même tribune et dans les mêmes circonstances, 12 ans plus tard presque jour pour jour, prend le contrepied de l'approche économique ultra-libérale de Ronald Reagan et annonce une hausse des impôts.

Pour la justifier, il emprunte à Ronald Reagan une image frappante: celle de la pile de billets de 1 dollar représentant le montant de la dette nationale, haute de 90 kilomètres en 1982, atteindrait aujourd'hui 420 kilomètres. Mais il en tire des conclusions inverses: là où le président républicain sabrait dans les dépenses publiques et dans les prélèvements fiscaux, le président démocrate annonce une forte hausse des impôts.

Sur le plan politique, le virage est au moins aussi aigu. On se rappelle le credo du président Reagan: «Mieux gouverner, c'est d'abord moins gouverner». Le gouverneur de Californie était arrivé à Washington en professant le plus profond mépris pour le pouvoir de la capitale fédérale, celui du Congrès en particulier, et pour le milieu politique en général.

Dans le dualisme manichéen reaganien, il y avait: «Out there, outside the Beltway» et «On Capitol Hill». Les deux pôles irréconciliables: «Out there, outside the Beltway» (en dehors de Washington) était la vraie vie, l'Amérique profonde, le siège de l'authenticité légitime. «On Capitol Hill» au contraire, grouillait comme dans un panier de crabes les dilapidateurs des finances publiques.

Ross Perot, le troisième candidat aux élections présidentielles l'année dernière, proposait d'aller mettre bon ordre dans ce nid de guêpes, et de tenir la dragée haute au Congrès. Personnage à la Don Quichotte, il se faisait fort de réussir grâce à son expérience de gestionnaire et le bras raffermi par la confiance des électeurs.

Mercredi, Bill Clinton a offert aux congressistes une autre avenue: les réconcilier avec l'Amérique, restaurer la confiance des électeurs envers les élus. Il propose la cessation des hostilités en quelque sorte et un nouveau pacte entre gouvernants et gouvernés: «Nous devons réformer notre système politique pour que le gouvernement fonctionne et qu'il soit au service des contribuables de la classe moyenne et pas à celui des intérêts particuliers», a-t-il dit.

Et d'insister encore: «Ce soir, les Américains savent que nous devons changer les choses. Mais ils vont probablement se demander si nous avons la force morale de le faire. Ils savent bien que, aussitôt que nous aurons quitté cette Chambre, les intérêts particuliers vont revenir en force et essayer de faire obstacle au changement. Et ils nous surveilleront et ils se demanderont si nous allons nous réinstaller dans les vieilles habitudes. C'est pourquoi nous devons vaincre leur scepticisme, non pas avec des mots, mais avec des actes.»

C'était bien, dans ce sens, un discours prononcé devant le Congrès, et porteur d'un message spécialement destiné au Congrès. Les congressistes doivent comprendre qu'un nouvel état d'esprit anime la Maison-Blanche. La politique n'est pas une maladie honteuse, gouverner n'est pas un vice. Encore faut-il «réinventer le gouvernement», «réformer et nettoyer le système politique», «se défaire des vieilles habitudes de parti», et «revoir le fonctionnement du gouvernement et restaurer sa crédibilité».

Le président Clinton a proposé plusieurs mesures particulières pour commencer à traduire dans les faits le nouvel état d'esprit: une réforme du financement des campagnes électorales, des mesures pour encourager la participation électorale, une réforme fiscale visant à réduire le pouvoir des intérêts particuliers, une réforme destinée à assurer la transparence des activités de lobbying.

L'objectif, clairement exprimé, est de redorer le blason d'une profession décriée et dont le prestige a été sévèrement écorné ces dernières années par d'embarrassantes «affaires» ou l'honnêteté de certains congressistes a été remise en question. Ce projet a toutes les chances de remporter l'adhésion de la nouvelle génération de congressistes, sénateurs et membres de la Chambre des représentants, qui sont venus à la politique animés de la conviction qu'elle pouvait agir sur le monde.

INDEX

Les Actualités...A2	Éditorial.....A8
Agenda culturel...B7	Idées.....A9
Annouces classées..B4	Le Monde.....B3
Avis publics.....A4	Montréal.....A3
À voir.....B10	Politique.....A5
Culture.....B8	Plaisirs.....B1
Économie.....A6	Les Sports.....B6



Météo
Passages nuageux. Max.: -12
Détails en B2

À VOIR

Les Belles-Soeurs ont 25 ans
PAGE B-10



MONTREAL

Ça grince entre l'UdM et les hôpitaux universitaires
PAGE A-3



ÉDUCATION

Réforme des cégeps: Robillard vise l'automne
PAGE A-2

La Caisse désavoue le plan de Nadeau

Ni le prix offert ni les garanties ne lui paraissent suffisants

GÉRARD BÉRUBÉ ET ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR



Bertin Nadeau

La Caisse de dépôt et placement du Québec a désavoué le tandem Blackstone-Unigesco et rejeté leur proposition d'acquisition d'Univa (Pro-vigo).

Dans un communiqué ambigu, qui ouvre toute grande la porte aux interprétations, la Caisse exprime un certain malaise face au rôle qu'entend s'attribuer Unigesco advenant la conclusion de la transaction.

«La proposition de Blackstone et Unigesco n'est pas nécessaire à la poursuite de la croissance et de la rentabilité d'Univa, entreprise actuellement en bonne santé financière», précise la Caisse de dépôt à la fin de son communiqué.

Le prix offert, soit 11\$ l'action, n'est pas suffisant, doit-on comprendre. Pire encore, la Caisse remarque «l'insuffisance des assurances communiquées par Blackstone et Unigesco sur le maintien de l'intégrité de l'entreprise. On ne peut dire que la confiance règne».

La Caisse appuie sa décision sur une analyse de l'information partielle transmise dans le cadre de l'annonce, et «après avoir rencontré les proposeurs (Blackstone et

Unigesco)», a déclaré Suzanne Brochu, la porte-parole de la Caisse.

Dans son communiqué, elle estime que les conditions et modalités de la proposition «ne permettent pas de réaliser un gain optimal sur la valeur du titre, étant donné qu'Univa n'a pas encore pleinement bénéficié des retombées des investissements de plusieurs centaines de millions de dollars effectués ces dernières années, que le creux du cycle industriel dans le secteur de la distribution alimentaire a pris fin et que la reprise économique s'amorce».

La Caisse a tenu compte des dividendes et intérêts que son investissement dans Univa lui procure, du potentiel d'appréciation du titre et de l'insuffisance des assurances.

VOIR PAGE A-10: LA CAISSE

Un drame de la mer fait au moins 800 morts en Haïti



PHOTO AP

Tragédie maritime en Haïti: un traversier transportant plus de mille personnes entre Jérémie et la capitale Port-au-Prince a fait naufrage dans la nuit de mardi à mercredi, causant au moins 800 morts. Cette catastrophe en mer, dont l'ampleur n'a pas été connue avant 24 heures, compte parmi les plus meurtrières des dernières années. Une tempête, un mouvement de panique à bord, une surcharge fatale ainsi que l'état douteux de l'embarcation ont été cités parmi les causes du désastre. Les quelque 140 survivants, qui ont utilisé des objets divers et même des cadavres d'animaux pour atteindre le rivage, ont été rapatriés dans un climat de panique. Cette femme, photographiée hier à l'hôpital de Port-au-Prince, vient d'apprendre la mort de sa mère. Nos informations en page B-3.

Desjardins débarque au Mexique

Le Mouvement va aider à la création des «caisses solidaires»

BRIGITTE MORISSETTE
CORRESPONDANTE DU DEVOIR

Mexico — Les caisses populaires vont fleurir au Mexique avec l'appui de la Société de développement international Desjardins. M. Ghislain Paradis, directeur général de la SDID, vient de signer un accord à Mexico avec le ministre du Développement social, M. Donald Colosio.

Le jeune ministre mexicain, qui figure parmi les aspirants les plus sérieux à la candidature présidentielle, est responsable du Programme de solidarité créé par le gouvernement actuel, il y a quatre ans. Les questions envi-

ronnementales relèvent également de sa compétence.

L'entente a pour objectif d'assurer aux communautés rurales du Mexique un appui technique et une autonomie financière, à travers un système efficace de petites caisses. C'est ainsi que les caisses populaires québécoises vont enfanter les caisses solidaires (cajas solidarias) du Mexique.

Quelque 13 500 petites et moyennes entreprises mexicaines vont ainsi pouvoir accéder à de meilleurs crédits et conditions de financement à travers la création de caisses d'épargne dans leurs localités. On peut citer en exemple des éleveurs de Vera Cruz, une coopérative de

paysans de l'État de Morelos dont les fleurs sont maintenant exportées au Canada, des producteurs qui cultivent la figue dans le Zacatecas et exportent aux États-Unis, etc.

«La Société de développement international Desjardins, explique M. Ghislain Paradis, offre au Mexique un appui administratif et technique à travers des stages de formation des dirigeants et employés des futures caisses de solidarité. Notre assistance comprend différents services, incluant un service informatique de comptabilité».

VOIR PAGE A-10: DESJARDINS



Un enquêteur parle

La traque des tricheurs est une mission sociale, estime un spécialiste du renseignement

Le marché noir du renseignement personnel, dont LE DEVOIR révélait certains aspects troublants dans son édition du 11 février, relève en partie d'un réseau informel d'entraide entre des enquêteurs du secteur privé comme de l'État. Un ancien enquêteur privé, M. Réal Gagné, décrit dans une longue entrevue au DEVOIR, les dessous de ce marché occulte.

MICHEL VENNE
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Réal Gagné, ex-enquêteur privé, m'avait donné rendez-vous discrètement dans le hall d'un hôtel chinois de Montréal. Je m'attendais de voir arriver une sorte de Colombo, dégingandé, cigarette aux lèvres, trench élimé. Erreur. Le monsieur qui se présente à moi est mis à quatre épingles. Rien du voyou recyclé.

Rien non plus du Dick Tracy. Mais un peu tout de même du justicier chasseur de prime. «Je voudrais que les élus se rendent compte qu'il y a un os dans la moulINETTE», dit Gagné. Le ton est donné: la traque des tricheurs, ce n'est pas du marché noir, c'est, dit-il, une oeuvre sociale qui n'est pas reconnue.

Gagné explique. À ses yeux, le travail des en-

quêteurs privés qui obtiennent, grâce à la complicité de fonctionnaires, des renseignements qui les aident à épinglez des mauvais payeurs recherchés par ses clients privés est une oeuvre sociale qui n'est pas reconnue.

Il soutient que l'État bénéficie de ce marché du renseignement tout autant que le secteur privé, même si cela va à l'encontre de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur public.

Par le jeu de l'échange de renseignements, des privés aident selon lui les fonctionnaires à mettre la main au collet de fraudeurs qui «trompent le système», affirme Gagné, qui se targue, grâce à son réseau de contacts, de pouvoir identifier de 15 à 30 fraudeurs de l'aide sociale par semaine, allant de l'adresse inexacte au concubinage non déclaré, au travail au noir.

L'os, dit-il, c'est que les fonctionnaires chargés de repérer les fraudeurs (de l'aide sociale, de l'assurance-chômage ou de la CSST) font souvent appel, clandestinement, à des enquêteurs privés pour les aider à faire leur travail, à les aider parfois même à obtenir une information appartenant à... un autre ministère.

Des gens à qui les fonctionnaires retournent l'ascenseur le moment venu.

«Donne-moi un coup de pouce, je vais t'en donner un la prochaine fois.»

L'entraide entre enquêteurs est une norme dans ce milieu qui a son «éthique», quoi qu'on en dise, affirme Gagné.

Souvent, ce sont des fonctionnaires, qui ont entendu parler de lui, qui le contactent pour obtenir son concours. C'est ainsi que se forment des relations. «L'éthique du milieu veut que quand quel-

qu'un te contacte, tu le bourras au début, tu lui fournis ce qu'il veut, tu ne lui demandes rien, sachant que plus tard il se sentira obligé de t'aider».

Si un skip tracer (une personne chargée de re-

La règle, c'est: donne-moi un coup de pouce, je t'en donnerai un la prochaine fois.

VOIR PAGE A-10: ENQUÊTEUR

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

ENQUÊTEUR *Un justicier rémunéré «à la tête»*

SUITE DE LA PAGE 1

tracer un mauvais payeur) chez Eaton a du mal à repérer un débiteur, il téléphone à son collègue de La Baie, chez qui ce mauvais payeur est peut-être un honnête client. Le collègue lui refait l'adresse du type. En revanche, une autre fois, les renseignements circuleront dans le sens inverse.

«C'est le même principe qui s'applique au gouvernement», assure Gagné, qui sait de quoi il parle. Il passait pour être l'un des enquêteurs les mieux branchés au Québec et en Ontario: au Revenu, à la police, à l'assurance-chômage, à l'aide sociale, à la Société de l'assurance-automobile, à la CSST, chez Hydro-Québec. Il peut retrouver un numéro de téléphone même s'il est réputé confidentiel chez Bell Canada. Il collaborait avec des services de recouvrement.

Même un juge de la Cour supérieure, qui recherchait à titre personnel un être cher disparu depuis deux ans aurait déjà requis ses services.

Il croit que des fonctionnaires font appel clandestinement à ses services parce que lui, qui a les mains libres, peut faire des choses qui leur sont interdites, ou encore les faire plus rapidement et sans bureaucratie.

«Un policier ne peut pas arriver à un agent d'aide sociale et lui dire: sors-moi cinq BS, je vais te sortir cinq permis de conduire», dit Gagné. Il aurait les comités de déontologie sur le dos.

De même, plusieurs ministères ont des ententes entre eux pour s'échanger des renseignements: l'aide sociale a signé des ententes avec l'assurance-auto, l'assurance-maladie, la Régie des rentes, la CSST, l'assurance-chômage.

Mais les fonctionnaires «préfèrent me passer un petit coup de fil. Moi je me retourne; j'appelle mon chum. 10 minutes plus tard, ils ont l'info qu'ils veulent, plutôt que de remplir une réquisition en 10 copies: la rose, la verte, la bleue, la jaune, acheminées au sous-directeur ou au

super-superviseur.»

Le job d'enquêteur n'a rien à voir avec l'image romantique des Jack Travis ou du Berrurier de San Antonio, insiste notre interlocuteur, même si, parfois, on se passe de l'info sous le manteau dans d'obscurs bars du centre-ville.

Mais pour l'essentiel, tout se fait au téléphone. Un client est à la recherche de quelqu'un. Il contacte Gagné qui part à la pêche auprès de certains de ses contacts.

On s'échange des adresses, des numéros d'assurance-sociale. Souvent deux enquêteurs cherchent le même type, qui n'a payé ni Hydro, ni Bell, ni son loyer, qui doit des sous à l'aide sociale ou à l'assurance-chômage et a acheté à crédit, sous un faux nom, une baignoire de 30 000\$.

Jamais rien n'est écrit, pour éviter de laisser des traces. Les échanges se déroulent souvent le soir. Le fonctionnaire est alors à l'abri des indiscretions. Bien que, selon Gagné, les supérieurs immédiats d'enquêteurs du gouvernement peuvent fermer les yeux sur ce trafic, sachant que ça peut rapporter au ministère, dans la mesure où le fonctionnaire en cause le fait discrètement.

Gagné se voit comme «un chasseur de prime», à la recherche de mauvais payeurs. Un justicier, rémunéré «à la tête».

Lui a commencé sa carrière dans un job d'été pour le service de recouvrement d'un grand magasin. De fil en aiguille il passe par une agence de recouvrement, le service d'enquête d'un huissier et, finalement, le bureau de crédit, Equifax, où il travaille au service de dépistage.

Il a quitté cet emploi l'automne passé, quand Equifax, accusé publiquement de s'adonner au marché noir de renseignements, a annoncé la fermeture de son service de dépistage. Gagné assure avoir démissionné. Equifax affirme l'avoir congédié.

LA CAISSE *Une position de négociation*

SUITE DE LA PAGE 1

Interrogé à ce sujet, le président du Conseil du patronat Ghislain Dufour estime que la position prise par la Caisse en est une de négociation. «La Caisse s'est probablement dit pourquoi pas aller chercher 12\$, pourquoi pas 13\$?», a déclaré Ghislain Dufour, pour qui une acceptation automatique de la proposition aurait pu être interprétée comme un mauvais façon de négocier.

«Il fallait s'attendre à ce genre de déclaration de la Caisse de dépôt après l'invitation en ce sens du chef péquiste», a lancé Ghislain Dufour.

Ce faisant, la Caisse répond aux doléances formulées, notamment, par le chef de l'opposition, Jacques Parizeau, qui a exhorté la Caisse à obtenir davantage, tant en termes de prix que de protection du contrôle québécois d'Univa.

«C'est une position politique et stratégique» a souligné un observateur qui a voulu garder l'anonymat. Surprenant tout de même que la Caisse intervienne si tôt, avant même que le comité mis sur pied par le conseil d'Univa afin d'évaluer l'offre ne fasse sa recommandation, d'ici un mois. Rappelons, de plus, que le vote des actionnaires d'Univa n'est prévu qu'au mois de mai.

Pour une autre source, proche du dossier, la Caisse n'a pas apprécié la démonstration de Bertin Nadeau de sa capacité à se passer des ressources financières de l'institution québécoise.

Dans le cas de la Caisse, on ne peut parler de bluff, puisqu'elle a les moyens de ses ambitions. En revanche, on ne sait si la Caisse dispose d'un scénario de rechange où Bertin Nadeau et Unigesco ne figurent plus. Si la

Caisse avait voulu soutenir M. Nadeau, aux prises avec des échéances de dettes au printemps, elle l'aurait fait bien avant, en investissant dans Unigesco par l'entremise du holding en amont Univantage, par exemple.

En réponse à la décision de la Caisse, Unigesco a réitéré sa conviction que la proposition soumise aux actionnaires d'Univa était «juste et équitable».

On rappelle également qu'un important actionnaire, le groupe Empire des Sobeys, avait qualifié le prix offert de «raisonnable».

Unigesco incite tous les actionnaires d'Univa à attendre les conclusions du comité indépendant mandaté par le conseil d'administration d'Univa pour analyser la proposition et formuler une recommandation. Le rapport de ce comité est attendu vers la mi-mars.

Dans cet ordre d'idées, Daniel Larouche, vice-président, Affaires publiques d'Unigesco, voit dans l'annonce de la Caisse de dépôt un geste prématuré. Et il aurait aimé que l'institution précise davantage sa pensée sur l'insuffisance des assurances. «La transaction projetée a été conçue spécifiquement pour garder intactes la gestion, l'intégrité et l'orientation actuelles, pour assurer la souplesse financière et pour poursuivre les programmes de redéploiement et de développement en cours chez Univa.»

En d'autres mots, la proposition vise à offrir toutes les avenues possibles à la Caisse. De plus, si Unigesco exclut une surenchère, le tandem n'écarte pas une redéfinition du partage 80% (Blackstone) 20% (Unigesco) si la Caisse exprimait sa volonté de jouer un rôle plus prépondérant dans le nouveau holding appelé à chapeauter Univa.

DESJARDINS *Un concept original*

SUITE DE LA PAGE 1

«Nous allons assurer également un lien international entre les futures caisses mexicaines et des institutions semblables que nous avons contribué à implanter ailleurs dans le monde.»

La SDID a fourni ses services en Amérique centrale (Costa Rica, Salvador, Nicaragua, Honduras), au Pérou, à la Bolivie et au Brésil, à quelques pays africains tels que la Côte-d'Ivoire, le Sénégal, le Burkina Faso, au Vietnam, aux Philippines, ainsi qu'à la Russie et à la Roumanie.

«Notre premier but dans l'établissement de chaque caisse, rappelle M. Ghislain Paradis, vise à instaurer la confiance pour atteindre le plus rapidement possible un seuil de rentabilité. Il faut également des lea-

ders crédibles, compétents, pour que s'instaure la confiance.»

La concurrence étrangère et le manque de compétitivité sèment actuellement l'hécatombe dans les petites entreprises mexicaines. L'instauration du libre-échange nord-américain ne peut qu'accélérer une restructuration particulièrement douloureuse dans un pays où 40% de la main d'oeuvre est sous-employée, sans parler d'un taux de chômage qui menace la modernisation imposée par l'ouverture des frontières.

L'originalité des caisses solidaires mexicaines réside dans leur capitalisation. S'ajoutant à l'aide gouvernementale, l'épargne individuelle et les PME vont fournir le capital de base. Chaque prêt, une fois remboursé, sera réinvesti dans la caisse. Les caisses solidaires mexicaines

risquent néanmoins d'avoir du mal à atteindre un capital de base suffisant et un seuil de rentabilité.

La Société de développement international Desjardins a obtenu l'appui de la Délégation générale et de l'ambassade du Canada dans la réussite de ce dossier. Le ministre Donald Colosio espère qu'une quinzaine de caisses solidaires seront mises en marche avant Pâques. Deux fonctionnent déjà à Nayarit et Zacatecas, et une troisième sera bientôt ouverte à Durango.

«À partir d'accords commerciaux, le Mexique et le Canada peuvent également partager des expériences sociales, a déclaré le ministre en signant l'accord qui assure à son ministère l'appui technique de Desjardins. Cette coopération apporte aux caisses de solidarité une garantie d'efficacité et de transparence.»

Des personnalités de Saint-Jean-de-Matha demandent à Paradis de retarder l'enquête

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

Neuf personnalités de Saint-Jean-de-Matha ont demandé hier au ministre de l'Environnement, M. Pierre Paradis, de prendre des mesures pour qu'ils puissent prendre connaissance de la totalité du dossier d'agrandissement du site d'enfouissement Transvick avant que ne démarre l'enquête sur ce projet.

Cette enquête, confiée par le ministre au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), est sensée démarrer la semaine prochaine.

Les leaders mathalois estiment qu'ils ont droit, comme dans toute audience du BAPE, à une période d'étude de 45 jours avant que ne démarre la consultation proprement dite.

Mercredi soir, la commission du BAPE rencontrait les groupes de citoyens de Saint-Jean-de-Matha. Selon les renseignements obtenus par LE DEVOIR, ils ont été stupéfaits d'apprendre que les commissaires n'avaient même pas reçu les plans et devis du projet de Transvick. Ces

documents font partie intégrante de la demande et du permis d'agrandissement lorsqu'il est accordé par le ministère.

Après avoir découvert qu'ils n'avaient que cinq jours pour étudier un dossier dont ils ne connaissent qu'une partie, ils ont demandé à la commission de modifier son plan d'audience. La responsable de la commission, Mme Johanne Gélina, leur a suggéré de s'adresser plutôt au ministre.

Historiquement, le BAPE a mis à la disposition des citoyens pendant 45 jours les dossiers soumis à son attention.

Les leaders mathalois, qui en sont à leur troisième audience du BAPE chez eux, ont donc demandé à M. Paradis d'allonger le mandat du BAPE pour leur permettre d'étudier la totalité du dossier connu du ministère.

Selon M. Luc Ouimet, un Mathalois qui est aussi président du Bureau de consultation de Montréal, «on voit dans toutes les procédures au pays et dans les pratiques du BAPE depuis sa création qu'on remet le dossier complet aux citoyens avant de les consulter. Ce droit

d'accès à l'information et celui de pouvoir l'étudier avant le début des audiences n'est pas seulement une question de justice naturelle, mais c'est le seul moyen de leur permettre de fonctionner en audience avec efficacité et intelligence. Le contraire pourrait même s'avérer dommageable à la crédibilité d'une commission.» M. Ouimet, qui a été commissaire du BAPE pendant des années, a présidé à ce titre certaines des plus importantes audiences de la dernière décennie. Il est actuellement président de l'Association québécoise pour l'évaluation des impacts.

La demande des leaders mathalois au ministre Paradis a notamment été signée par M. André Dallaire. Ce dernier, qui présidait jusqu'à tout récemment le comité de citoyens opposé au projet Transvick, a été embauché cette semaine comme secrétaire intérimaire de cette municipalité par une majorité de son conseil, qui a ainsi outrepassé le veto du maire.

M. Dallaire fait l'objet d'une poursuite de 125 000\$ de Transvick pour des propos présumément difamatoires.

Mazankowski applaudit au plan Clinton

MICHEL HÉBERT
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le ministre fédéral des Finances, Don Mazankowski, a applaudi, hier, à l'initiative du président américain Bill Clinton de lutter contre le déficit des États-Unis par le biais de coupes massives dans les

dépenses gouvernementales.

«Nous sommes encouragés par le fait que le président Clinton n'a pas essayé de reporter l'énorme déficit que représente la réduction du déficit américain», a déclaré M. Mazankowski aux Communies.

«Le programme économique du président Clinton, a-t-il ajouté, est très similaire à celui que nous poursuivons depuis que nous sommes au pouvoir: il mise sur des investissements dans les infrastructures, la formation de la main d'oeuvre et reconnaît le rôle important que joueront les petites entreprises dans la relance de l'économie.»

Le ministre des Finances déposait en deuxième lecture, hier, le projet de loi C-113 qui, une fois adopté, activera des compressions budgétaires de huit milliards de dollars au cours des deux prochaines années. Le pro-

chain budget, a-t-il indiqué aux journalistes, poursuivra les mêmes objectifs et comportera de nouvelles compressions, notamment dans les soins de santé.

Ce prochain budget est attendu au printemps prochain.

Bill Clinton a demandé mercredi au Congrès et au Sénat américains le feu vert pour des hausses de taxes de 242 milliards\$ et des compressions budgétaires de 246 milliards\$ auxquelles ni les programmes sociaux ni les fonctionnaires américains n'échapperont.

Le ministre Mazankowski a dit espérer que les initiatives du président américain auront des effets bénéfiques sur l'économie canadienne.

Par contre, il n'imitera pas le chef d'État américain en augmentant l'impôt sur le revenu des particuliers les mieux nantis au Canada.

Rio prête pour son carnaval

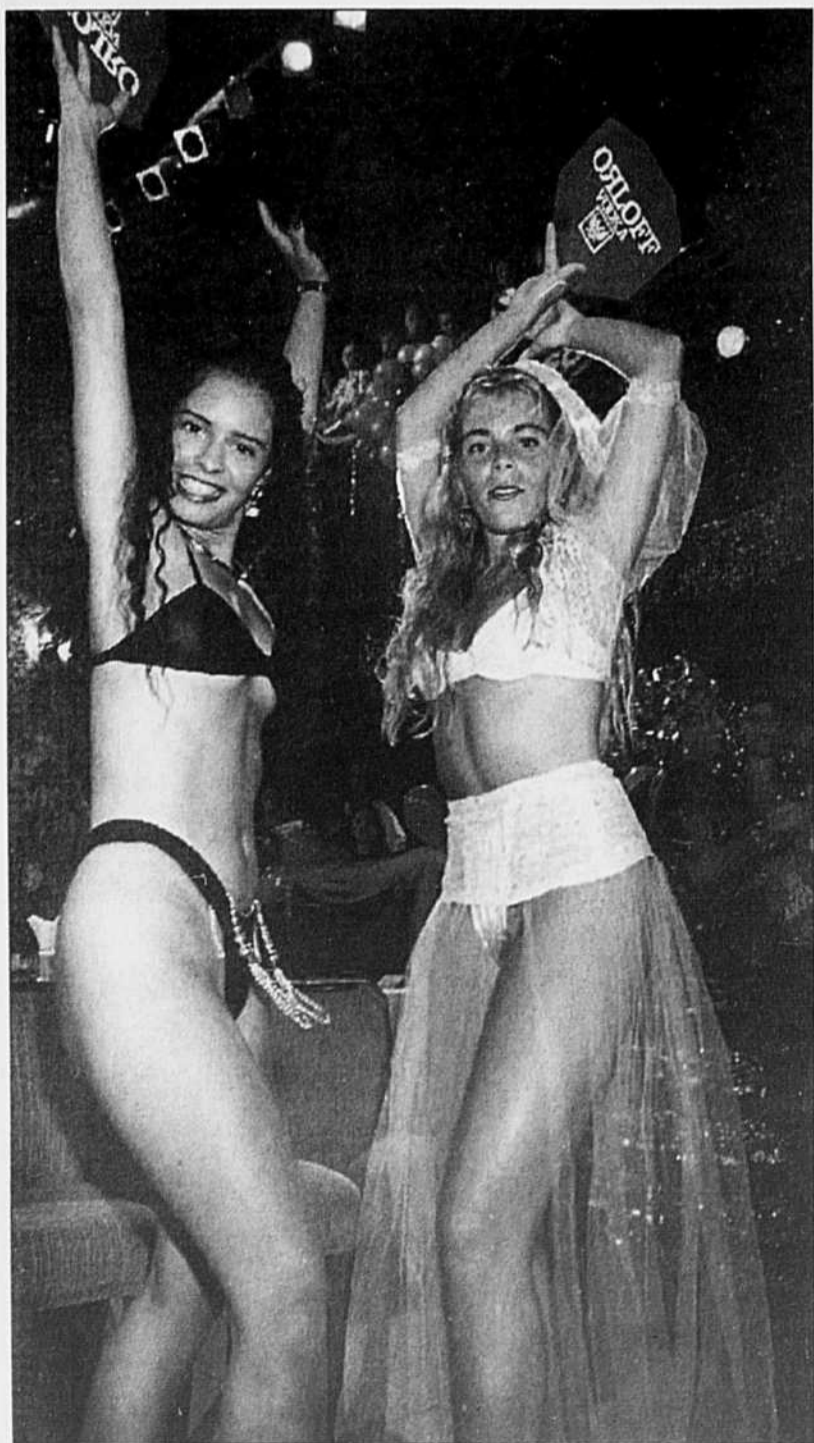


PHOTO APF

CES DEUX DANSEUSES de samba sont prêtes pour le carnaval qui va débuter demain et se poursuivre jusqu'au 24 février. La ville de Rio, attend, comme chaque année, des dizaines de milliers de touristes pour son célèbre carnaval.

Valcourt passe une dure journée à Toronto

SUZANNE DANSEREAU
PRESSE CANADIENNE

Toronto — C'était l'anniversaire de naissance de Bernard Valcourt, hier. Mais le ministre fédéral de l'Emploi et de l'Immigration, qui déjà en arrache avec son projet d'assurance-chômage, a dû passer une partie de la journée escorté par la police pour se protéger contre ses propres employés qui hurlent contre sa nouvelle politique d'immigration.

M. Valcourt était à Toronto pour prononcer un discours sur sa politique d'immigration devant les gens d'affaires du Empire Club.

Mais dès son arrivée, on lui a signalé qu'une vingtaine de ses employés refusaient de quitter les lieux avant de l'avoir rencontré. Après son discours, le ministre s'est fait escorter par plusieurs policiers et est sorti par une porte de côté, dans le but d'éviter les employés mécontents.

Mais John Bryan, du Syndicat des employés du ministère de l'Immigration, l'a poursuivi et a fait savoir à son attaché de presse qu'il avait des «amis» au ministère des Transports qui tenteraient de retarder son avion. (Il a été impossible de savoir si la chose s'est produite ou non).

Quelques heures plus tard, M. Bryan et d'autres employés ont occupé le bureau torontois de la ministre d'État à l'Immigration, Pauline Browes.

Les employés du ministère fédé-

ral de l'Immigration se plaignent de la mise sur pied d'un centre informatisé de traitement de demandes pour les réfugiés et les immigrants, à Vegreville, en Alberta. L'établissement de ce centre se traduit par 584 pertes d'emplois et nuit aux immigrants et aux réfugiés qui ont peu de moyens, déplorent-ils.

D'autre part, le ministre Valcourt a livré, hier, un discours plutôt électoraliste devant le Empire Club de Toronto. Le thème qu'il devait aborder — sa politique d'immigration — a à peine été fleuri.

Le ministre a préféré vanter les performances économiques de son gouvernement et s'attaquer au chef libéral Jean Chrétien, qui était l'invité du Empire Club la semaine dernière mais qui a attiré un auditoire deux fois plus important.

M. Valcourt a de plus abordé sa politique controversée de l'assurance-chômage.

«Il faut mettre fin à la logique de la dépendance», a-t-il dit, suscitant les applaudissements de son auditoire.

M. Valcourt a ridiculisé le système actuel de sécurité sociale au Canada: en vertu de ce système, «on vous donne des bénéfices si vous quittez votre job», a-t-il dit. Selon lui, il faut changer ce système parce qu'il «s'adresse même à ceux qui n'en ont pas besoin».

«Parce que je tiens ce discours, je suis l'homme le plus haï à Ottawa», a-t-il conclu.

LE DEVOIR est publié par Le Devoir Inc., société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au numéro 2050, rue de Bleury, Montréal, H3A 3M9. Il est composé et imprimé par Imprimerie Dumont, 7743 rue Bourdeau, une division des imprimeries Quebecor Inc., 612 ouest rue St-Jacques, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., située au 775, boul. Lebeau, St-Laurent. Envoi de publication - Enregistrement no 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec. Téléphone général: (514) 985-3333. Le Devoir (USPS - 003708) is published daily by Le Devoir Inc., 2050 De Bleury, 9e étage, Montréal, Québec H3A 3M9. Subscription rate per year is \$ 439.00 USD. Second Class Postage paid at Champlain, N.Y. US POSTMASTER: send address changes to: Insa, P.Q. Box 1518, Champlain, N.Y. 12919-1518.

Économisez jusqu'à 40\$ par année

Calfeutez vos portes et fenêtres.



EKO KILLO

333-KILO

Q

LE DEVOIR

RENSEIGNEMENTS	(514) 985-3333
ADMINISTRATION	(514) 985-3333
AVIS PUBLICS	(514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES	(514) 985-3344
PUBLICITÉ	(514) 985-3399
NUMÉRO SANS FRAIS	1-800-363-0305

ABONNEMENTS

Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camelot et pour les abonnements postaux.
Montréal (514) 985-3355 Extérieur (sans frais) 1-800-463-7559

SERVICE À LA CLIENTÈLE
LE DEVOIR
2050, RUE DE BLEURY, 9E ÉTAGE
MONTREAL (QUEBEC) H3A 3M9

LES BUREAUX DU DEVOIR
SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI
DE 9H00 À 16H30

PLAISIRS

LE DEVOIR, LE VENDREDI 19 FÉVRIER 1993



Le Monde Page B3
Les Sports Page B6
Agenda culturel Page B7
Culture Page B8



ROBERT LÉVESQUE

Pleure pas, Germaine

8 mai 1956, 28 août 1968. Ces dates-là sont importantes dans le calendrier théâtral du siècle. La première nous transporte à Londres, Tony Richardson se ronge les ongles dans les coulisses du Royal Court, le petit théâtre de Sloane Square qui va devenir grand parce qu'il se soir-là on crée *Look back in Anger* de John Osborne. La seconde nous ramène à Montréal, André Brassard se gratte la barbe dans les coulisses du Rideau Vert, le théâtre bourgeois qui ne va pas changer ses habitudes même après la révolution qui s'y fait ce soir-là avec *Les Belles-soeurs* de Michel Tremblay.

En 1956, en 1968, à Londres, à Montréal, ces deux pièces, aujourd'hui dans le répertoire mondial, sont des électro-chocs sociaux bien avant d'être considérées comme des chefs-d'œuvre de la dramaturgie. Dans le matérialisme britannique de l'après-guerre, la figure, le cri du prolétaire Jimmy Porter dans *Look Back in Anger* résumant une rébellion socio-politique qui prendra l'allure d'une lutte des classes. Dans le colonialisme culturel québécois des années 50 et 60, la figure, le cri de Germaine Laumon dans *Les Belles-soeurs* épousent une révolte nationaliste qui prendra l'allure d'une bataille de la langue.

Ce sont des pièces coups de poing. Des colères froides; les premières colères, réléchées et percutantes. Osborne fait de Jimmy Porter un rebelle sans cause qui gueule à tout vent dans son meublé des Midlands, qui rejette l'hypocrisie et les traditions de l'Angleterre conservatrice, y compris le meilleur et le Times... Tremblay fait de Germaine Laumon le réceptacle d'une colère plutôt que sa profératrice, elle est dans sa cuisine du Plateau Mont-Royal le témoin impuissant et floué d'une vaste machination de vol, mais un témoin qui gêne parce qu'il pleure à chaudes larmes, sa naïveté crevée.

La pièce d'Osborne secoua les Anglais dans leur conformisme. La pièce de Tremblay secoua les Québécois dans leur innocence. Osborne avait 27 ans en 1958, sa première pièce prenait de court un public étouffé de snobisme et de traditions inébranlées depuis 50 ans, depuis les années Shaw. Tremblay avait 26 ans en 1968, il était tout simplement le premier, ici, à porter à la scène le langage populaire, son accent, ses sacres, ses misères. Politique à Londres, linguistique ici, le combat était le même, combats de désespérés dans des décors de logements à deux sous.

La critique, dans les deux cas, prit un certain temps (une semaine ou deux...) avant de marquer le coup. A Londres, elle insulta Osborne avant que Kenneth Tynan dans l'Observer lance sa fameuse phrase qui, comme toute déclaration d'amour, était un peu gauche: «J'aurais du mal à tomber amoureux de quelqu'un qui n'aimerait pas cette pièce». A Montréal, la critique fut confondue, Martial Dassylva parla dans La Presse d'une absence d'avenir pour ce théâtre-là, cette langue-là, avant de se raviser, et il fallut un Jean Basile (dont je salue la mémoire) pour prendre acte dans le DEVOIR de l'arrivée d'un auteur important.

La figure de Jimmy Porter est d'actualité. Jimmy dont la colère est insécurité, peur de la solitude, qui fait l'ourson avec sa femme mais qui préfère hurler aux loups que vivre en silence et se ranger des angoisses, parce que le monde ne ressemble pas à ses désirs.

En 1956, le monde vu par Jimmy Porter était celui d'une Angleterre engoncée dans un conservatisme oppressant, Anthony Eden rencontrait Khrouchchev, la guerre avait entamé l'avenir, l'armement devenait une politique, la classe ouvrière payait misère et le thé augmentait. Aujourd'hui Jimmy regarde les guerres et les désordres à la télévision, avec un oeil détaché, il squatte et écoute Metallica...

La figure de Germaine Laumon est d'actualité. Germaine Laumon qui se fait déposséder de ses timbres, de ses illusions, qui n'a pas d'avenir, ignorante, sans amour, dépassée par les événements. En 1968, le monde vu par Germaine Laumon était celui d'un Québec aux prises avec une Révolution tranquille dérapante, Jean-Jacques Bertrand bafouillait une politique de la langue, les timbres Gold Star régnaient et le terrorisme grondait. Aujourd'hui Germaine a suivi des cours du soir, elle regarde aussi à la télévision les guerres et les désordres qu'elle ne comprend pas, son loyer augmente comme sa pression, elle collectionne des Multi-points et elle écoute Roch Voisine...

A la fin des Belles-soeurs, agenouillée, ramassant ce qui reste de livres, Germaine Laumon crie «mes timbres, mes timbres!» comme Harpagon criait «ma cassette, ma cassette!». Comme Jimmy Porter crie sa colère pour qu'elle ne s'enfuie pas. De ces trois personnages de théâtre qui vivent d'illusions et de misère, seule Germaine pleure à chaudes larmes. Elle pleure à chaudes larmes, écrit Tremblay en didascalie. Pourquoi pleure-t-elle tant?

Pas pour ses timbres. On ne pleure jamais pour les détails. Les détails cachent les causes muettes. Jimmy pleure sur la difficulté d'être; Germaine sur la dépossession d'elle-même. Ces pièces-là étaient de grandes premières colères. Osborne s'est calmé. Tremblay persiste.

- *Les Belles-soeurs*, au Théâtre Jean-Duceppe, Place des arts.
- *Look Back in Anger*, au Théâtre Centaur, rue Saint-François-Xavier.

La Saint-Valentin, post mortem

JOSÉE BOILEAU

Vendredi soir dernier, j'ai sauté dans le taxi comme on plonge à l'eau: enfin les vacances! Vivement qu'on arrive à destination. Quatre dollars et quelques minutes plus tard, c'était fait, les vacances commençaient: j'allais passer toute la fin de semaine à l'hôtel. A Montréal.

Quand le temps et l'argent manquent pour sortir de la ville, il faut prendre les grands moyens. Commencer par envoyer les enfants chez leurs grands-parents et prendre conscience des dangers du repos à la maison: la petite brassée vite fait, les traineries à ramasser, le téléphone qui sonne... L'horreur.

Le reste est affaire de quelques coups de fil. Quel hôtel chic offre les meilleurs tarifs? Une fin de semaine de la Saint-Valentin, la question est tout à fait abordable. Chacun sort le grand jeu et loue ses chambres moitié moins cher qu'en temps ordinaire. L'embaras du choix, d'autant plus délicieux quand on n'a pas l'habitude blasée de ces endroits-là.

Nous avons opté pour un grand hôtel de la rue Sherbrooke, le genre qui loge les superstars en visite à Montréal. C'était justement le cas le week-

end dernier, et sans le savoir, les groupies devant l'entrée ajoutaient à notre plaisir de vivre quelques heures dans un autre univers.

La chambre à l'élégance discrète, les peignoirs qui pendent négligemment dans la salle de bain, les papiers mouchoirs un brin parfumés, avaient en plus un charme fou. Mais quand au retour du souper, nous avons trouvé le lit soigneusement défait et la radio ouverte sur de la musique classique, il n'y avait plus à s'y tromper. Nous étions conquis.

Le dépaysement. Chez-soi

Du coup, les vacances prirent tout leur sens et on en a vite retrouvé les réflexes, heureux d'être dépayés. Chez-soi.

Alors comme les touristes, nous avons écumé la ville, prenant des taxis pour faire deux coins de rue, marchant des kilomètres parce qu'on en avait envie. Comme de vrais touristes, on a payé nos cartes postales (pour les amis "vraiment" à l'étranger) deux fois trop cher, acheté des colifichets à l'utilité douteuse, ratissé les rues du Vieux-Montréal.

Comme des visiteurs qui n'ont jamais vu la neige, on a évidemment savouré le spectacle qu'offre une tempête quand on la surveille du 10^e étage, au chaud. Et on s'est sentis bien complices, le samedi

matin, de ces Japonais qui se prenaient en photos enfoncés dans la neige jusqu'aux genoux, épatés de devoir marcher dans la rue sur Maisonneuve et Sainte-Catherine.

Mais le vrai bonheur, c'est que, mieux que des touristes, nous avons su profiter du séjour. Pas de longues minutes perdues à se retrouver sur un plan, ni de discussions avec le personnel de l'hôtel pour déterminer ce qui valait la peine d'être vu.

Les restos sympathiques et gourmands, on savait où les trouver. Et comme ce n'était pas la course aux endroits à visiter, on est rentré sans remords quelques heures à notre chambre pour lire paresseusement les quotidiens en buvant du champagne. On a aussi s'attarder tout un après-midi au musée, celui d'art contemporain où nous n'avions pas encore mis les pieds. Prendre le temps de tout voir, de tout lire, de flâner. L'oisiveté est un luxe et nous l'avons goûté à plein.

Dimanche soir, les vacances ont pris fin. On a repris notre couvée, retrouvé le chat qui s'ennuyait, planifié la semaine, les courses, la routine, qui reprendrait le lendemain matin... Deux nuits, deux jours, c'est bien court. J'en ai gardé une idée fixe: grands hôtels de Montréal, c'est pour quand votre prochain spécial?

L'imagination au pouvoir

La réalité virtuelle s'attaque aux frontières qui séparent le réel de la fiction

ÉRIC BERNATCHEZ

Dans quelques années, lorsque la «réalité virtuelle» quittera définitivement les laboratoires californiens de Silicon Valley pour aller vendre ses invraisemblables prouesses au grand public, elle aura toute une promesse à réaliser, celle de bouleverser non seulement nos loisirs, mais aussi notre façon de vivre. A compter de ce moment-là, jouer une partie de tennis entre Montréal et Québec, se prendre pour Superman au-dessus de New-York, voyager sur Vénus ou dans des mondes carrément inventés... Tout cela sera d'une facilité dérisoire! Oubliez les drogues douces ou dures: elles ne feront pas le poids!

Les scientifiques de VPL Research, en Californie, associés à des équipes européennes et japonaises, sont à enfanter ce monde nouveau de la réalité virtuelle (RV). Monde électronique créé par ordinateur, univers d'images en trois dimensions, dont le cinéma hollywoodien a fait ses choux gras avec des films comme *Total Recall*, et *The Lawnmower Man*, ses concepteurs sont à le rendre si précis et si convaincant qu'il sera littéralement impossible à distinguer du réel.

L'équipement: une paire de lunettes de la grosseur d'un masque de plongée, mais imperméables à la lumière, et dans lesquelles sont intégrés deux minuscules écrans couleurs haute résolution à cristaux liquides. Reliés à un ordinateur, ces écrans affichent des images légèrement différentes l'une de l'autre, de manière à donner un effet de profondeur, selon le principe de la vision stéréoscopique. Emprisonnés dans l'obscurité du masque, les yeux plongent dans un monde tridimensionnel et le cerveau se convainc que cet éléphant rose, cette planète inconnue sont la réalité!

Il faut aussi enfiler des gants et un habit tissé de fibres optiques afin que l'ordinateur puisse enregistrer les mouvements du corps: il ne suffit plus que d'avancer vers la fleur en 3D pour pouvoir la cueillir. C'est ainsi que la RV brise la barrière qui, au cinéma comme à la télé, sépare le spectateur de l'écran. Il n'y a plus d'écran, que des images parmi lesquelles l'utilisateur ahuri peut se déplacer.

Quand l'utilisateur avance ou tourne la tête, l'ordinateur recalibre les images en fonction du nouveau point de vue, comme si on y était vraiment. On a même pensé à tenir compte non seulement des mouvements du corps, mais aussi de la position de l'oeil lui-même: des masques spéciaux pourront être équipés de lasers qui surveillent la pupille et enregistrent les mouvements de l'oeil. Ils transmettent les données à l'ordinateur qui réajuste aussitôt la position des éléments dans le décor en fonction de l'orientation des yeux.

A long terme, on envisage de remplacer les écrans à cristaux liquides par des lasers qui pénétreraient l'oeil pour recréer l'image directement sur la rétine. A court terme, on tente de réduire le format des masques, trop lourds et gênants.

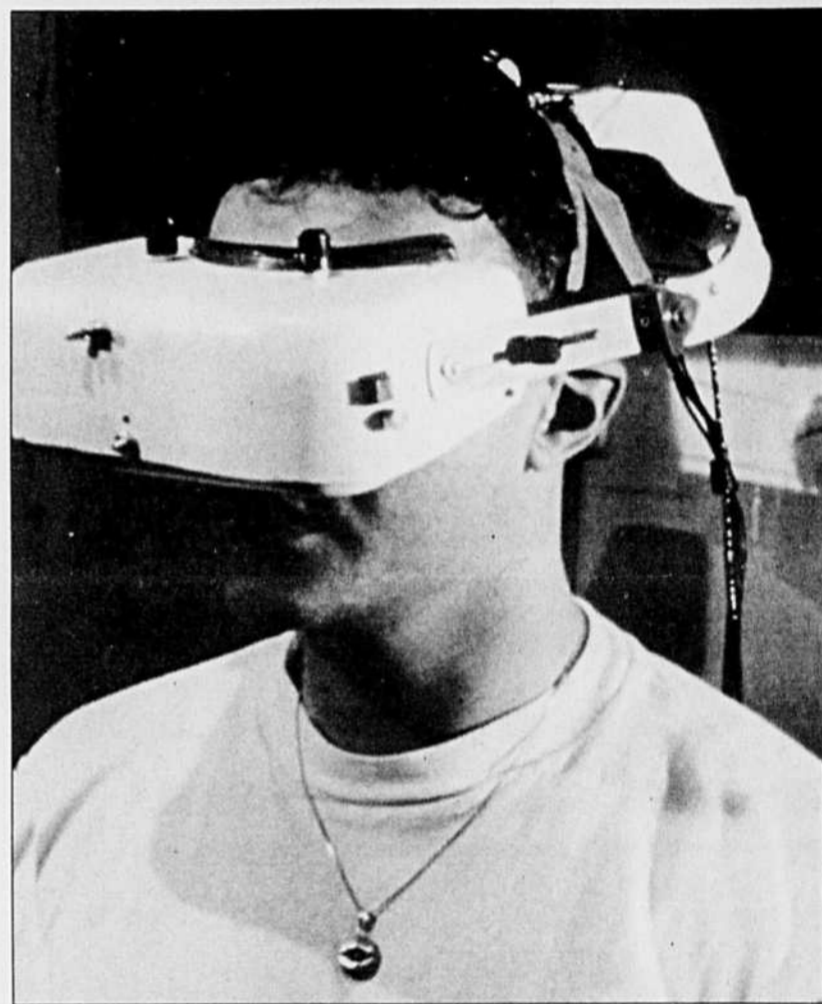
Reste aussi à satisfaire le sens du toucher. En effet, la RV ne sera jamais entièrement crédible si la sensation du toucher n'est pas traduite. Quelques tentatives ont été effectuées, mais sans grand succès.

Bye bye télé

«Je crois que la réalité virtuelle ne remplacera pas tout gentiment la télévision, mais qu'elle va la manger vivante!», a déjà prédit Arthur C. Clarke, le célèbre auteur de *2001: odyssée de l'espace*. Il ne s'agit pas d'une simple nouveauté, mais d'une révolution en bonne et due forme. Ce sera bientôt l'ère du spectateur-acteur.

Les heures que les enfants passent à regarder passivement la télévision, ils les passeront un jour à jouer un personnage dans leurs émissions préférées! Dans les documentaires, ils pourront être protégés par la sécurité de l'illusion, se mettre dans la peau du dinosaure pour marcher parmi les fougères géantes et les animaux préhistoriques.

Cette nouvelle technologie n'a pas que des applications dans le domaine des loisirs et des communications, elle a déjà commencé à infiltrer les milieux scientifiques et professionnels. A l'heure actuelle, des architectes américains utilisent la RV pour visualiser leurs créations en trois dimensions, grandeur nature! On dit que les médecins pourront pratiquer des opérations complexes sur un corps humain virtuel avant de passer à l'action sur de vrais patients. Même la NASA y trouve son compte. Avec des équipements de RV et grâce aux images qu'a



L'horizonscope, du Torontois Graham T. Smith.

prises la sonde spatiale Galileo lors de son dernier voyage sur Mars, on a pu reconstituer une partie de la planète et y faire une simulation de vol! A ce compte-là, il n'est presque plus nécessaire de s'y rendre vraiment!

D'autres exemples: on pourra facilement remplacer les vétustes jeu d'échecs informatisés par un joueur virtuel d'apparence humaine, qui sourit lorsqu'il réussit un bon coup; enseigner la conduite automobile aux jeunes sans risquer la vie de l'instructeur ou, mieux encore, donner des cours de pilotage dans un simulateur plus vrai que vrai! Chose certaine, cette technologie nous ouvre un nouveau terrain pour exercer notre créativité. Dans un monde où il suffit de mettre un masque et des gants pour rendre possible tout ce qu'il y a de plus impossible, l'imagination sera au pouvoir.

Anti-sociale, cette société de rêve?

Anti-sociale, cette société de rêve où l'on s'amuse tout seul derrière son masque à merveille? Pas du tout, s'empresse-t-on de répondre chez VPL Research, qui préfère ne voir que le bon côté des choses; plutôt un instrument de communication, prétend l'entreprise. Des hommes d'affaires ayant leurs bureaux à Montréal, Toronto, Vancouver, pourront se donner rendez-vous dans un bureau virtuel situé au milieu de nulle part.

Grâce à la rapidité de transmission des données qu'offre la fibre optique, deux amateurs de sport, l'un à Montréal, l'autre à Québec, pourront jouer ensemble une partie de tennis dans un centre sportif virtuel. La raquette sera réelle, mais reliée à l'ordinateur. La balle sera une image fabriquée par l'ordinateur et rebondira sur un plancher qui n'existe pas! A la fin de la partie, les deux joueurs vidés par l'effort se serreront la main avant de rentrer chez eux pour aller prendre une douche.

A quand cette société de rêve électronique? Immédiatement, pour ceux qui en ont les moyens: le prix d'un système de base commence à 40 000 \$ US. Ce qui n'empêche pas la RV de faire tranquillement son entrée dans le monde réel de la consommation de masse. Mattel, le fabricant des consoles de jeu Nintendo, commercialise depuis quelques années son *Power Glove*, une version bas de gamme du *Data Glove*, le gant que fabrique VPL Research. On raconte qu'à Hong Kong, une compagnie immobilière fait visiter à ses acheteurs des cuisines virtuelles où l'on peut modifier la position des éléments. La firme britannique W. Industries a équipé des salles de jeu publiques d'Angleterre avec son système *Virtuality*. Présentement, un concours organisé par les producteurs du film *The Lawnmower Man* offre comme grand prix un système de réalité virtuelle. L'été dernier, l'exposition Images du futur comportait une section sur la réalité virtuelle, où il était entre autres question de l'artiste torontois Graham T. Smith, qui a créé l'horizonscope, un système RV servant à explorer des images panoramiques de façon interactive. Elle s'installe à petits pas, mais le big-bang risque de bientôt se produire.

La RV fait timidement son entrée dans le monde réel de la production de masse.

7 jours / semaine, de 11 à 18 heures

878-ARTS

JACQUES HURTUBISE
du 17 au 28 février, 199355
PRINCE55
PRINCE

Michel Tétrault Art International

Michel Tétrault Art International

NOS CHOIX

Chanson

Hervé Brousseau. Il était le plus beau des chansonniers, disait Clémence Desrochers. Retiré du métier depuis trente ans, on a trop vite oublié qu'il était lui aussi de la bande des Bozos, et qu'il avait sa place parmi les Jacques Blanchet, Jean-Pierre Ferland, Claude Léveillé, Raymond Lévesque et autres cols roulés. Voilà qu'il nous revient, par la porte d'en arrière. On a failli ne pas s'en apercevoir. Il serait dommage de ne pas savoir où en est rendu l'interprète de *Rêve et conquête*. Il sera avec ses Broussettes (!) et le pianiste Pierre Leduc à la Butte St-Jacques à partir du jeudi 24 février, 20h.
Sylvain Cormier

Musique

Anne Robert et Sylvianne Deferne. La première est violoniste, l'autre pianiste. Elles donnent un récital Brahms-Beethoven au Pavillon des arts de Sainte-Adèle samedi à 20h. La galerie adjacente présente des oeuvres de gravure sur bois du Groupe Xylon-Québec jusqu'à la fin de février.
Le mariage secret. L'Atelier d'opéra du conservatoire présente *Le mariage secret* de Cimarosa sous la direction de Lorraine Prieur et une mise en scène de Roland Laroche: ce soir et demain soir à 20 h et dimanche à 14 h à la Maison de la culture Frontenac. Sons et trichoches. Petit déjeuner musical toujours fort sympathique en compagnie de jeunes musiciens, ce dimanche à 11 h au Piano Nobile de la PdA: Yegor Dyachkov, violoncelle et Nari Matsuura, piano.
Marie Laurier

Théâtre

Histoires à mourir d'amour. Deux courtes pièces en un acte qui marquent les premiers pas d'un nouvel auteur, Yvan Bienvenue, et confirment le talent d'un metteur en scène, Paul Lefebvre. Si la première des deux pièces est couci-couça, la seconde, par contre, vaut le déplacement. Un théâtre cauchemardesque, une mise en scène minutieuse, des acteurs remarquables, en particulier Stéphane Jacques. A la salle Fred-Barry.
Robert Lévesque

Danse

Mue-Danse. La jeune et prometteuse chorégraphe montréalaise Irène Stamou, en compagnie d'une plasticienne de l'étrange, Jennifer Macklem, et des fougueux vidéastes de Productions à rebours, montre *La Couleur de ma langue et Le toit*, à Tangente. Pour anthropologistes de tous poils, mécènes de l'aventure multimédias et fervents multiculturalistes.
Valérie Lehmann

Arts visuels

Claire Beaulieu. Une robe en pi-quant, une robe à pois tachée de peinture, des gants qui s'entrelacent sensuellement, des carrés d'étoffes légers et diaphanes, Claire Beaulieu nous livre ici, après trois ans de travail acharné, des oeuvres d'une grande sensibilité. C'est magnifique! Galerie B-312, 372, rue Sainte-Catherine ouest. Jusqu'au 27 février 1993.
Marie-Michèle Cron

À QUÉBEC

Cinéma

Les Rendez-vous. Incontournable. La programmation des seconds Rendez-vous du cinéma de Québec comprend principalement des films et des vidéos inédits à Québec. Entrée gratuite avec laissez-passer. 643-2158. Musée de la civilisation, 85, rue Dalhousie. Jusqu'au 21 février.

Expositions

La saga Viking. Le Musée de la civilisation nous fait pénétrer l'univers fascinant des anciens Vikings. Première exposition sur le peuple du Nord en territoire américain depuis 10 ans, elle commémore l'arrivée des Vikings. Pour en finir avec l'image horrible et tenace des barbares nordiques. Jusqu'au 1er août.
Les garde-manger de la ville. A voir, au Musée du Séminaire, une petite exposition qui retrace l'évolution des marchés publics. La pièce maîtresse est un authentique pilori en service jadis à Trois-Rivières. Au 9, rue de l'Université. Jusqu'au 20 février.

Musique

Capitaine No. Le Capitaine Nô et son Big Bang Band font le show Bud du mois, au Capitole de la place d'Youville, le 22 février à 20 h 30. Billets gratuits au Capitole et auprès de CHIK-FM.
Serge Laplante

À VOIR

LE DEVOIR, VENDREDI 19 FÉVRIER 1993

L'ÉVÉNEMENT

Les Belles-Soeurs ont 25 ans!

Il y a un avant et un après Les Belles-Soeurs. Au lendemain de la soirée du 28 août 1968 au Théâtre du Rideau Vert, le théâtre au Québec ne serait plus jamais le même.

GILBERT DAVID

À travers une vision féroce et décapante, un jeune auteur de 26 ans venait de se débarrasser des vieux codes réalistes, du mimétisme de surface, de la sentimentalité lénifiante. Michel Tremblay, monté de main de maître par Brassard, déchargeait son monde sur la petite scène du Rideau Vert. Cruel et cru. Sans consolation.

Sur le coup, on ne le lui a pas facilement pardonné... En prenant prétexte qui sur le jocal, qui sur la «vulgarité appuyée», qui sur le misérabilisme, et quoi encore? Le Québec ne s'était-il pas enfin sorti de la Grande Noirceur? Tous les espoirs n'étaient-ils pas permis? Le vrai scandale, il était là: dans une petite cuisine *cheap*, quinze femmes en marge de l'Histoire liquidaient déjà les illusions de la Révolution tranquille. Les promesses piégées de la société de consommation. Les cadeaux empoisonnés d'un *catalogue*.

Quinze femmes liquidaient déjà les illusions de la Révolution tranquille

On se souvient de l'argument de la pièce. Germaine Lauzon a décroché le gros lot. Un million de timbres-primés! Mais il lui faut racheter aussitôt le coup du destin qui promet de l'arracher à sa condition, à l'existence du troupeau. Pour obtenir que les autres travaillent à concrétiser son rêve de parvenue, elle organise un absurde party de collage de timbres, dont personne ne sort indemne. Toute à son excitation d'être une gagnante, Germaine ne se rend pas compte qu'elle va devoir affronter la loi grégaire de sa tribu.

Son petit bonheur individuel ne condamne-t-il pas tous les autres à l'esclavage? Mais les esclaves savent d'instinct que leur liberté ne peut qu'être collective. Alors, Germaine sera dépossédée deux fois: d'abord de son capital de timbres *Gold Star* (ironiquement dérisoire), puis de sa pitieuse révolte. Tous deux «privés». Également désastreux. Sans issue.

25 ans plus tard, ce tableau grinçant du triomphe de l'aliénation aura-t-il à la Compagnie Jean-Duceppe la violence d'une tragédie? Denise Filiatrault, qui défendait le rôle de Rose Ouimet à la création, se retrouve aujourd'hui aux commandes d'une reprise attendue. Le succès public est d'ores et déjà assuré. Reste à voir si la cruauté sera au rendez-vous... Une chose est certaine: la pièce la plus célèbre de Michel Tremblay n'a pas vieilli. Ce qui ne devrait rassurer personne.



La pièce la plus célèbre de Michel Tremblay n'a pas vieilli

ILLUSTRATION VITTORIO

LA TÉLÉ

CE SOIR

UN CAS CANADIEN
Documentaire sur David Milgaard, reconnu coupable de meurtre en 1969 et que sa famille tente d'innocenter.
(CFCF, 21 h)

BOUILLON DE CULTURE
Raymond Barre parlera du western et du mensonge en politique. Philippe Sollers, Alain Etchegoyen et Patrick Brion.
(TV5, 21 h)

HOMMAGE À MILES DAVIS
Portrait du trompettiste de jazz, décédé en 1991. Avec des extraits de spectacles et d'entrevues.
(PBS, 22 h)

LE POINT MÉDIAS
Madeleine Poulin lève le voile sur la fabrication du bulletin de nouvelles télévisé. A Radio-Canada et à TVA.
(Radio-Canada, 22 h 35)

MADAME DE...
Un diplomate italien s'éprend d'une femme du monde et est provoqué en duel par son mari. Avec Charles Boyer, Danielle Darrieux et Vittorio de Sica. C'est français, tourné en 1953. C'est très romantique.
(PBS, 23 h 05)

THE BALLAD OF NARAYAMA
Ce film fut, pour plusieurs, une révélation sur l'art cinématographique japonais. Le film a une durée de 2 h 35 mais si vous «embarquez», vous ne serez pas déçus. Une vieille femme tente de dénichier une épouse pour son fils. C'est sous-titré en anglais.
(CBC, minuit trente)

SAMEDI

LA BANDE DES SIX
Jean-Marc Parent, André Lachapelle sont invités. Il est aussi question de *L'homme flambé* de Michael Ondaatje et du spectacle de Marie Carmen.
(Radio-Canada, 17 h)

BONNE MÈRE MALGRÉ TOUT
Une jeune femme indépendante (Diane Keaton) est poursuivie devant les tribunaux par son ex-mari qui l'accuse de maltraiter leur fille. Touchant mais comportant les exagérations américaines qu'on connaît.
(TQS, 20 h)

LA SOULE
Drame français tourné en 1988 mettant en vedette Richard Boringher. Un ex-lieutenant de Napoléon décide de profiter d'un jeu violent entre villageois pour se venger d'un voleur de chevaux qui a causé la mort de plusieurs de ses soldats.
(Radio-Québec, 21 h)

DIMANCHE

JAMES BAMBER
Cette fois, ne le ratez pas. *Second regard* représente, à la demande générale, cette entrevue exceptionnelle avec le journaliste James Bamber, peu avant sa mort. Bamber y parle de la vie, la mort et de beaucoup d'autres choses.
(Radio-Canada, 13 h)

MILLEFEUILLE
Entrevue avec l'écrivain André Major. deux autres invités: Pierre Salducci du DEVOIR et Gilles Marcotte de l'Actualité.
(Radio-Canada, 16 h)

LES PARFAITS SALAUDS
Le groupe en concert.
(Musique Plus, 19 h)

PLAISIR DE LIRE
Danielle Bombardier interviewe Robert Lalonde. André Gagnon, lui, nous dira quels sont ses livres préférés.
(Radio-Québec, 19 h 30)

LA GLOIRE DE MON PÈRE
Délicieux. Les aventures d'un garçon de 11 ans qui passe les vacances d'été avec sa famille dans une maison de campagne. Les personnages de l'enfance de Pagnol sous nos yeux.
(Radio-Canada, 20 h)

LA PETITE FILLE AU TAMBOUR
Drame d'espionnage mettant notamment en vedette l'excellent Klaus Kinski. Adaptation d'un roman de John Le Carré, mais non meilleur. Une actrice américaine est engagée par des agents israéliens dans le but d'éliminer un terroriste arabe.
(TQS, 20 h)

DRIVING MISS DAISY
Dans un État du sud des États-Unis, une veuve âgée se lie d'amitié avec son chauffeur noir. Mais l'amitié ne naît pas instantanément à une époque la ségrégation raciale est la règle. A voir.
(ABC, 21 h)

JAMES TAYLOR
Pour ceux d'entre nous qui l'avons tant aimé, le chanteur folk interprète des extraits d'un spectacle donné à Boston en 1987.
(PBS, 22 h 30)

LA PURITAINE
C'est du Doillon. On adore ou on déteste. Avec Sandrine Bonnaire, Michel Piccoli et Sabine Azéma. En attendant le retour de sa fille, un metteur en scène fait jouer à ses comédiennes diverses variations sur le thème de leurs retrouvailles.
(TQS, 23 h 40)

Paule des Rivières